



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 30/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARP INDUSTRIES RHONE ALPES

943 chemin de l'Isilon
38670 Chasse-Sur-Rhône

Références : UiD4243-DSSP-024-0450
Code AIOT : 0006103506

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement SARP INDUSTRIES RHONE ALPES implanté L'Horme Chemin de l'Horme 42450 Sury-le-Comtal. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est effectuée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Elle vise à contrôler le respect des prescriptions des arrêtés encadrant l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP INDUSTRIES RHONE ALPES
- L'Horme - Chemin de l'Horme - 42450 Sury-le-Comtal
- Code AIOT : 0006103506
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui.

Par arrêté préfectoral du 16/02/2017, la société SIRA est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets dangereux située au lieu-dit « L'Horme » sur la commune de Sury-le-Comtal. Cette autorisation comprend la création d'un 6ème casier. Les travaux d'aménagement de ce 6ème casier se sont terminés fin 2018 et il a été mis en exploitation (rapport du 04/12/2018).

Seules les boues d'hydroxydes métalliques provenant du centre de traitement SIRA de Chasse sur Rhône sont admises sur l'installation de stockage.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 23/09/2024, article R541-45	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traçabilité des déchets (2)	Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 11.1	Sans objet
3	capacité annuelle de l'installation	Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 11.1	Sans objet
4	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 10.1.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'est pas constaté de non-conformité sur les points examinés au cours de la visite.

L'extension du réseau de surveillance des eaux souterraines a été réalisée avec la création de 3 nouveaux piézomètres en fin d'année 2023. Il est attendu dans le rapport annuel d'exploitation un bilan sur le suivi des eaux souterraines intégrant les données complémentaires obtenues en 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/09/2024, article R541-45
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Système de gestion des bordereaux de suivi de déchets (Trackdéchets)
Constats : Les bordereaux de suivi de déchets sont établis sous Trackdéchets. Les informations contenues dans l'application permettent de vérifier les quantités de déchets réceptionnées sur le site et les quantités expédiées. Au 24/09/2024, 843,83 tonnes de lixiviats ont été évacuées. Cette quantité est similaire à celle évacuée à la même époque en 2023. Compte-tenu de la plus forte pluviométrie, une quantité supérieure de lixiviats était attendue. L'exploitant indique qu'une centaine de tonnes de lixiviats doit être évacuée dans la semaine. La visualisation du tableau de contrôle montre que le bassin de stockage des lixiviats est au niveau haut et que la citerne est pleine à 95 %, ce qui justifie les évacuations prévues. Le niveau dans le casier 6 est correct. 6 987,9 tonnes de boues ont été réceptionnées sur l'installation depuis le 01/01/2024. Les BSD apparaissant comme incohérents ont été corrigés (par exemple BSD pour 2 000 tonnes de boues, au lieu de 20 tonnes).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traçabilité des déchets (2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 11.1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Un déchet ne peut être admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur, ou détenteur, d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum.

Constats :

Une partie des lixiviats a été expédiée à Longvic (21) sur le site EDIB. Cette installation est autorisée à traiter des déchets dangereux : l'exploitant dispose de l'arrêté préfectoral d'autorisation de ce site.

Un certificat d'acceptation préalable a été établi, il est valide jusqu'au 31/12/2024.

L'autre partie a été traitée sur le site SIRA de Chasse sur Rhône, comme habituellement.

L'exploitant a transmis à l'issue de l'inspection le CAP en cours de validité pour ces lixiviats.

Le CAP en cours de validité pour boues a également été transmis.

L'exploitant a dû recourir à l'expédition de lixiviats sur le site EDIB car il n'était pas en capacité de les recevoir sur le site habituel de Chasse sur Rhône suite à la campagne d'analyses PFAS : des traitements complémentaires ont été installés sur le site de Chasse sur Rhône, ce qui a limité temporairement la capacité d'accueil des déchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacité annuelle de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 11.1

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

Les seuls déchets admissibles sont les boues d'hydroxydes (code 19 02 05*) reçues en provenance de la société SIRA à Chasse-sur-Rhône pour une quantité maximum de 10 000 tonnes par an.

Constats :

Une extraction des informations contenues dans Trackdéchets indiquait une quantité de déchets réceptionnés de plus de 12 000 tonnes en 2023.

Ce dépassement provenait de BSD avec une quantité "aberrante", due à une erreur d'unité. La correction a été effectuée. En 2023, 10 011 tonnes ont été réceptionnées sur le site.

Du 01/01/2024 au 24/09/2024, 6 988 tonnes de boues ont été réceptionnées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 10.1.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Quatre fois par an au minimum, et deux fois en période présumée de basses eaux et hautes eaux, des analyses des eaux souterraines portant sur les paramètres suivant seront effectuées :

- pH, conductivité, DCO, hydrocarbures, phénols, Cr⁶⁺, Cd, Pb, Hg, fluorures, nitrates, nitrites, arsenic et cyanures libres et totaux.

Ces analyses seront effectuées, à minima, sur la moitié des piézomètres, en alternance pour avoir au moins deux mesures sur chacun des piézomètres annuellement. Le niveau d'eau sera relevé sur chaque piézomètre tous les trimestres.

Constats :

3 nouveaux piézomètres ont été installés et intégrés aux campagnes d'analyses des eaux souterraines.

Les campagnes ont lieu en mars, juin, septembre et décembre.

Les 3 nouveaux piézomètres sont intégrés comme suit :

- mars : pz aval Bouyer et pz amont sud,
- juin : pz aval nord et pz amont sud,
- septembre : pz aval nord et pz amont sud,
- décembre : pz aval Bouyer et pz aval nord.

Selon cette répartition, le pz aval Bouyer semble n'être prélevé que lors des périodes présumées de hautes eaux. Il pourrait être interverti avec le pz aval nord sur les campagnes de mars et de juin, ce qui donnerait :

- mars : pz aval nord et pz amont sud,
- juin : pz aval Bouyer et pz amont sud.

Depuis début 2024, c'est le laboratoire CERECO qui effectue les prélèvements et les analyses. Sur les 2 campagnes disponibles, l'ensemble des piézomètres qui présentaient des valeurs en plomb supérieures à la norme des eaux brutes depuis plusieurs années, présentent tous les valeurs inférieures à la limite de détection, ce qui paraît surprenant.

Le nickel n'a pas été analysé au 1er trimestre (ne figure pas dans les paramètres à suivre de l'arrêté préfectoral) mais celui-ci étant identifié dans le suivi effectué depuis plusieurs années, il a été réintégré à la campagne du 2ème trimestre.

Certains piézomètres présentent en effet des teneurs élevées en nickel, très supérieures à la norme de qualité des eaux brutes (jusqu'à 170 ug/l sur le pz 15 pour une norme à 20 ug/l). Il est donc important de continuer de suivre ce paramètre.

Le nouveau pz aval nord est également impacté en nickel.

Le suivi des niveaux piézométriques montre également une "bizarrerie" car le niveau d'eau dans le pz aval Bouyer est supérieur aux niveaux d'eau de tous les autres piézomètres alors qu'il est censé être situé en aval hydrologique d'après l'étude réalisée en 2022 en préalable à l'implantation des nouveaux piézomètres.

Un point spécifique plus poussé sur le suivi des eaux souterraines devra être intégré au bilan annuel d'exploitation.

Par ailleurs il apparaît que les résultats d'analyses joints au rapport du 4ème trimestre 2023 ne sont pas ceux correspondant au 4ème trimestre puisque ce sont les mêmes que dans le rapport du 3ème trimestre. Ils ne figurent pas non plus dans le rapport annuel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Fournir les rapports d'analyses des eaux souterraines du 4ème trimestre 2023.

Ajuster les prélèvements pour qu'il y ait au moins un prélèvement en période présumée de basses eaux et un en période présumée de hautes eaux sur chacun des piézomètres.

Commenter plus particulièrement dans le rapport annuel d'exploitation les résultats du suivi des eaux souterraines au regard des nouvelles données disponibles.

Type de suites proposées : Sans suite